

# CHRISTOPHE DE MARGERIE

PDG, Total

Bonjour à tous. Votre Altesse, votre Excellence, chers amis. Je préfère toujours dire « chers amis » car nous nous réunissons au moins une fois l'an pour discuter énergie et environnement. J'ai de nouveau été élu – si je peux m'exprimer ainsi – pour être en charge non pas de la modération, mon ami Bill vous le confirmerait, « ne demandez jamais à Christophe de modérer quoi que ce soit », mais pour présider, ce que je suis en revanche à même de faire, avant bien entendu de laisser le champ libre à tous ceux qui ont des choses à dire sur des sujets qui, s'ils ne sont pas difficiles à appréhender, sont très difficiles à résoudre, surtout de nos jours. Appréhender et résoudre sont deux choses relativement différentes. Il y aura deux sessions. La première s'intéressera à la question « Les économies peuvent-elles être performantes avec des coûts de l'énergie élevés ? » et la seconde à la question « La quête pour des solutions compétitives en matière d'énergie enterre-t-elle la lutte contre le réchauffement climatique ? ». La session dans sa globalité porte comme à son habitude sur la thématique « Énergie et environnement. »

En tant que président, je débiterai par quelques remarques brèves puis je laisserai ma place. J'aurai l'opportunité de conclure, ce qui est un grand privilège. La première chose que j'aimerais dire, c'est qu'une fois de plus, énergie et environnement sont indissociables. Je ne dis pas qu'il s'agisse du même sujet, mais il est impossible de traiter l'une des deux thématiques sans évoquer l'autre. Dans un même temps, dans la mesure où nous avons besoin d'être suffisamment clairs pour que chacun puisse comprendre, nous devons également expliquer l'un et l'autre sujet, et c'est pourquoi cette journée s'articule en deux sessions.

La deuxième chose que je dois dire c'est que, de nos jours, tout le monde parle de révolutions. Le monde évolue en permanence. Peut-être que parce que nous sommes plus vieux que d'autres, nous avons traversé nombre d'événements, dont nous disions déjà qu'il s'agissait de révolutions. Le Canal de Suez, 1973/1974, 1985... la liste est longue. Toutes ces étapes ont été considérées comme révolutionnaires, mais qu'est-ce qu'une révolution ? C'est ce que vous traversez à un moment précis, et si cela s'est déjà produit pour d'autres, alors ce n'est plus une révolution c'est l'Histoire. Il n'empêche, ce que nous vivons aujourd'hui n'est à mon avis pas une révolution. C'est un profond changement. Nous devons y faire face et notre monde rend impossible de ne pas prêter attention à ce qui se passe en Chine, aux États-Unis, en Europe, en Amérique latine, en Afrique, dans les pays émergents, dans les économies matures. Toutes ces entités sont différentes mais font partie d'un même système, qu'on appelle le monde et qui fonctionne comme le monde : parfois, pour des raisons qui seront abordées, on observe des marchés spécifiques, des problèmes géopolitiques spécifiques, ou des crises économiques, mais au final, le pétrole reste une marchandise. Pour le gaz, c'est différent, de même que pour le charbon et les énergies renouvelables, mais le pétrole ne peut être considéré comme spécifique même s'il présente des problèmes spécifiques, des questions et des préoccupations spécifiques, principalement le souci d'un environnement plus propre.

À mes yeux, la seule nouvelle révolution en cours dont nous soyons absolument certains – à l'exception de quelques-uns –, c'est que le réchauffement climatique est une réalité, et même le directeur général d'un groupe mondial de pétrole et de gaz n'osera pas dire le contraire. Pourquoi ? Parce que nous devons faire face à ce changement et agir, ne pas nous contenter d'un simple « greenwashing », ou de quelque autre concept du même acabit. Dans un même temps, en tant que responsables d'un grand groupe, nous ne pouvons pas attendre d'autres qu'ils nous disent tout, à l'exception de ce que nous pouvons ou ne pouvons pas faire, alors nous devons laisser les personnes responsables, qu'il s'agisse des pouvoirs publics, des ONG ou des parties prenantes, prendre leurs responsabilités. Parallèlement, les entreprises doivent s'exprimer plus. Elles doivent dire ce qu'elles peuvent faire ou pas, et surtout dire ce qui est faisable en termes de prix et de logique économique. Dans le cas contraire, les autres acteurs doivent prendre leurs responsabilités.

Il est très important de ne pas considérer que nous sommes tous simplement responsables. Nous le sommes, mais de manière différente. Nous avons tous des responsabilités différentes. Maria a beaucoup de responsabilités. C'est pourquoi je l'apprécie infiniment mais je ne voudrais son job pour rien au monde.

**Maria van der Hoeven, directrice exécutive, Agence internationale l'énergie**

I would never take yours.

**Christophe de Margerie, PDG, Total**

Bien. Sérieusement, oui, en tant qu'entreprise, et plus particulièrement en tant que groupe pétrolier et gazier, et désormais en tant que groupe énergétique, nous portons une responsabilité. Celle, d'abord, de nous améliorer et de considérer qu'indiscutablement l'efficacité est le meilleur moyen d'être plus propre, mais aussi plus riche, en développant d'autres sources d'énergie. Nous avons un rôle à jouer et nous pouvons l'endosser, mais pas en guise de substitution. Je déteste ce mot, et j'essaie de rester diplomate. Je n'aime pas parler de décarbonation. Oui, nous devons réduire l'empreinte carbone mais la décarbonation implique quelque chose qui n'est tout simplement pas faisable, du moins pour le moment. Nous devons nous poser la question « qu'est-il possible de faire ? Que pouvons-nous faire pour être à la fois plus propre et fournir plus d'énergie à nos clients ? » Ces nouveaux clients méritent assurément l'accès à l'énergie. Ils ne peuvent être laissés en marge. Néanmoins, forts de notre expérience, de nos capacités et de nos compétences, nous pouvons agir mieux. Et j'insiste, car il ne s'agit pas là d'un moyen de nous soustraire à nos responsabilités, nous devons demander aux personnes responsables – notamment les pays producteurs, les pays non producteurs ou simplement les États – de se montrer attentifs : à terme, vous êtes les personnes élues, ce sont vous que les citoyens désignent et vous qu'ils jugent sur leurs actes, pas nous.

Nous acceptons une partie de cette responsabilité parce qu'il s'agit d'une mission noble, désormais appelée acceptabilité. Je dirais simplement qu'il convient d'agir en dirigeants responsables. Mais n'utilisons pas la révolution comme une excuse. N'utilisez pas quelque chose comme « tout est vert » comme une excuse. Dites simplement que nous avons besoin d'une énergie plus propre pour tous. C'est le message que je souhaitais exprimer avant d'entrer dans le vif du sujet, comment atteindre ces objectifs, en abordant non seulement l'accès à l'énergie et la sécurité de l'approvisionnement mais aussi le réchauffement climatique et la responsabilité de ce réchauffement. Au terme de cette session, si nous ne parvenons pas à une conclusion, au moins saurons-nous plus précisément comment nous pourrions mieux faire d'ici à la session énergie de l'année prochaine. Nous aurons alors beaucoup progressé. Voilà ce que je tenais à dire en guise d'introduction. Dorénavant, pour être sûr que le débat sera maîtrisé et que nous resterons dans les limites, je laisse Cécile se charger de l'animation.